



## Toutes et tous mobilisons-nous le 10 septembre 2025 pour exiger un Budget juste et équitable.

Contre la politique budgétaire de l'actuel gouvernement

**Le 15 juillet 2025**, le premier Ministre François Bayrou a présenté les axes d'un budget d'une **brutalité sans précédent**.

Après le mouvement social inédit de protestation contre la réforme des retraites, sans tenir compte des aspirations des travailleuses et travailleurs comme de l'évolution du monde du travail, **le gouvernement nous annonce à nouveau une litanie de mesures là encore, brutales, injustes et inefficaces !**

Citons la suppression de deux jours fériés, des coupes dans les services publics, la remise en cause du droit du travail, une énième réforme de l'assurance chômage, le gel des prestations sociales et celui des salaires des fonctionnaires comme des contractuel·les, la désindexation des pensions de retraites, la remise en cause de la 5ème semaine de congés payés... Le gouvernement a choisi de faire payer les travailleuses et les travailleurs, les précaires, les retraité·es et les malades. Pire les décrets de doublement des franchises médicale et de durcissement d'accès à l'AME pris dans le dos de la représentation nationale, et sans aucune légitimité politique, montre la violence et l'indécence du pouvoir actuel !

**Le 10 septembre 2025, dites non à l'austérité à la PJJ aussi !**

La PJJ ne sera pas épargnée, c'est une évidence, sachant qu'elle est déjà mise dans l'incapacité de remplir ses missions d'éducation et de protection : en témoignent les listes d'attente dans les UEMO, la situation des centres fermés, telle que décrite par l'Inspection Générale de la Justice dans son rapport de 2025 ou encore les alertes sur le non-respect des droits de l'enfant, du fait de conditions d'incarcération indignes au sein des EPM que nous dénonçons depuis plusieurs mois.

Sur l'inter région Sud-Ouest, nous dénonçons :

- Des suppressions de postes incompréhensibles dans les quartiers mineurs et les classes relais !
- Des situations de travail alarmantes notamment dans les CEF où les plannings des personnels sont constamment modifiés provoquant stress et insécurité des personnels qui génèrent violence institutionnelle et qui font la une des journaux (CEF du Vigeant, CEF de Saint Eulalie....)





01.42.60.11.49



<https://www.facebook.com/profile.php?id=100064701035003>



- Un manque criant de services d'hébergement « classique » au profit du « tout CEF » !
- La surcharge de travail des personnels administratifs tant sur les services qu'en directions territoriales et inter-régionale.
- Un management autoritaire et brutal où l'utilisation massive du contrôle et des statistiques vident de son sens la relation éducative et détériore les conditions de travail.
- Dans les UEMO, l'accompagnement de plus en plus fréquent des mineurs sur des lieux de placement très éloignés mettent en danger les professionnels et les jeunes en imposant des délais de route délirants.

Le rouleau compresseur libéral visant à sabrer les services publics et à les orienter vers une politique réactionnaire refuse toute autre proposition comme le PLAN D'URGENCE déposé par le SNPES depuis 2023 et qui reste plus que jamais d'actualité.

**Le 10 septembre 2025, le SNPES-PJJ/FSU appelle à la grève et aux mobilisations collectives, nombreuses et rassemblées autour des initiatives progressistes. Cette journée marque, selon nous, le début d'un mouvement profond qui s'inscrit dans le temps. Les formes qu'il prendra sont à construire ensemble !**